

CIBLE

Balles

A Toulouse, un jeune homme est tué par balles dans des conditions qui valent la mise en examen d'un policier - vite libéré. Après plusieurs nuits d'émeute, c'est un autre policier en mission qui reçoit une balle dans l'épaule.

Banalité de la violence, des commentaires qui l'accompagnent et des déclarations ministérielles. Cela fait plus de quinze ans qu'on nous dit que les banlieues sont au bord de l'explosion. Plus de quinze ans qu'on multiplie les colloques, les projets, les interventions et les crédits, tandis que les travailleurs sociaux et les militants associatifs se dévouent sans compter.

On ne sortira pas de cette impasse par des violences désespérées, ni par une répression qui engendre des réactions de colère et de haine. Les gouvernants refusent de voir que le « problème » ne vient pas de certains *quartiers*, des *jeunes*, des *immigrés*, mais de leur gestion économique qui crée toujours plus de souffrance sociale.

Pas d'autre solution que la lutte politique, collective, globale, contre les ministres et les députés qui sont responsables du chômage, de la misère et des violences qui en résultent. Il faut qu'ils répondent enfin de leurs actes.

IMPÉRIALISME

Résister aux États-Unis

Scission

**Le Pen n'est
pas mort**

p. 3

Anticonformisme

**Entretien avec
Henri Guaino**

p. 6/7

Les chiens de l'oncle Sam

Une incursion dans la presse américaine offre l'occasion de faire tomber le mythe de son professionnalisme auquel les chiens de garde français continuent de croire.

Outre-atlantique, le journaliste est traditionnellement une figure respectée. Il est écouté et souvent suivi, rarement moqué. Favorables à l'éparpillement du pouvoir, les Américains ont applaudi à la naissance du quatrième. Mais les excès de l'affaire Lewinsky ont laissé des traces. La suffisance et la futilité des commentaires ont fini par lasser. L'ignorance, la routine et la reprise des clichés minent le crédit de la profession. Le public suit encore mais pour combien de temps ?

L'ignorance. Feinte ou réelle, elle est perceptible quand un critique du *Standard Weekly*, un des grands titres nationaux, entre en ébullition à la lecture d'un ouvrage qui constate simplement que la politique étrangère américaine est déterminée uniquement par une élite de politiciens, d'experts de centre de recherches, d'hommes d'affaires et de tsars des médias. Le même critique plaide, lui, en faveur de l'influence des groupes de

pression « qui ont souvent servi l'intérêt national et apporté une importante dimension morale aux politiques américaines » et de citer l'émancipation des Juifs en URSS, la préservation de la spécificité des États baltes, la politique anti-castriste et la dénonciation des persécutions anti-chrétiennes en Asie. Faut-il rappeler à notre confrère que les groupes de pression n'ont cure de l'intérêt national d'aucun État et que les droits de l'homme ne comptent pour rien dans leur logique financière. Faut-il lui préciser qu'un électeur américain sur trois n'est pas inscrit sur les listes électorales (en France, un sur dix), que l'abstention massive aux élections fait que le peuple américain finalement s'exprime peu et subit le destin politique que lui fabrique un régime oligarchique.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'ignorance du monde extérieur atteigne quelques sommets. Ainsi le magazine *US News* (un équivalent du *Point* ou de *l'Express*) n'hésite pas à

écrire à l'occasion d'un commentaire sur les biens spoliés des victimes de l'Holocauste qu'« après avoir envahi la France en 1940, les Allemands trouvèrent une population en majorité désireuse de collaborer. Pendant des années, les politiciens du pays ont nié ce fait, cultivant à la place une image de résistance ». Évidemment l'auteur du papier se réfère à la reconnaissance de la culpabilité de l'État par Jacques Chirac en 1995 dont l'intervention, c'est le moins qu'on puisse dire, n'a pas peu contribué à brouiller d'avantage les choses de ce côté-ci de l'Atlantique faisant accroître l'idée que l'État légitime de la France de 40 à 44 c'était Vichy.

Le *New York Times* est en général mieux informé mais notre pays est une de ses cibles favorites. La logique capitaliste pure et dure du journal, la seule qu'un grand titre américain soit capable de concevoir, d'intégrer mentalement, lui permet récemment de laisser tomber un jugement attristé et condescendant sur

un des fleurons de notre industrie. « *Aérospatiale a d'excellents produits et une technologie avancée ; grâce aux largesses de l'État, elle est devenue une entreprise disposant d'un riche savoir-faire technique mais elle est inefficace et étrangère à toute notion d'actionnariat* ». Il faut savoir que, dans l'esprit d'un journaliste américain, un État qui utilise des capitaux prodigieux des largesses tandis qu'une société privée qui dépense de l'argent fait des investissements. Bref, on n'aura pas l'outrecuidance de demander à notre confrère combien d'entrepreneurs privés auraient à son avis risqué ne serait-ce que quelques centimes pour aider au démarrage d'Aérospatiale...

Une revue de la presse américaine ne serait pas complète sans une intrusion dans le saint des saints, dans la référence ultime, la source suprême du capitalisme financier ultra-libéral. Le *Wall Street Journal* est le journal de l'argent. De l'argent qui va vers l'argent pour retourner vers l'argent. Pour le *Wall Street Journal*, l'homme est un animal actionnaire. Pour sa rédaction, évoquer d'autres valeurs que la recherche du profit c'est non seulement faire preuve de mauvais goût mais c'est surtout commettre une faute professionnelle. Alors, par les temps qui courent on demande la libération de ce bon général Pinochet en raison des services rendus et aussi parce que, horreur, « *la Théologie de la Révolution n'est pas morte, elle dort seulement* ».

François VERRAZZANE

Non, Le Pen n'est pas mort !

Dans le combat contre le Front national, la haine est à l'origine d'erreurs qui ont conforté Jean-Marie Le Pen. L'explosion de joie qui a salué la scission du mouvement d'extrême droite n'est pas moins aveuglante.

La joie de la « gauche morale » sonne étrangement. Ou plutôt, cette joie haineuse n'est compréhensible que dans la mesure où les beaux et bons esprits de la vigilance antiraciste continuent à se méprendre sur le national-populisme (1).

Si le Front national est le symptôme de la crise de la classe dirigeante, l'évolution de ce symptôme ne signifie pas que le malade soit guéri. Une fois de plus, Jean-Marie Le Pen exprime brutalement la vérité monstrueuse - celle qui se montre sur le devant de la scène - de l'élite au pouvoir.

Les dames de la gauche caviar pouffent en lisant dans *Libération* l'histoire de la rupture entre le chef du Front et l'une de ses filles mais, quant au mélange de la vie familiale et de la politique, ces dames férues de « parité » ne s'étonnent pas que Sylviane Agacinski soit citée sur quatre colonnes à la une du *Monde* (2) parce qu'elle est Madame Jospin, épouse de Premier ministre. De même, on ricane parce que le César de Saint-Cloud annonce qu'il va tuer le Brutus vitrollais, alors que l'assassinat politique est la chose du monde la mieux partagée. Valéry Giscard d'Estaing fut un cruel chasseur ; Philippe Séguin n'a jamais caché à ses interlocuteurs son intention d'éliminer Jacques Chirac, et Michel Rocard piétine rageusement le cadavre de celui qu'il n'a

jamais été capable de poignarder. Comme d'habitude, le chef frontiste proclame et accomplit ce que d'autres pensent salement et font à bas bruit. Il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir.

Cela dit, il faut bien parler, après tant d'autres, de la fameuse scission. La violence de l'affrontement a surpris les commentateurs. C'est que la mollesse des étouffements consensuels leur a fait perdre le sens historique. Georges Valois contre Charles Maurras, Jacques Doriot contre Maurice Thorez, Marcel Déat contre Léon Blum, c'était autre chose ! La querelle entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret est dépourvue d'enjeu idéologique et totalement étrangère à l'histoire qui se fait : un propriétaire, vivant grassement sur son domaine avec sa famille et ses amis, vient de chasser un intendant qui lui fut utile mais qui voulait faire main basse sur les biens de la maisonnée. Nous sommes dans un petit monde féodal, gouverné par un baron qui exige fidélité à sa personne, qui marie ses enfants aux loyaux compagnons, châtie les félons, et se débarrasse après usage des bandes d'égorgeurs et de coupe-jarrets dont il a eu besoin pour asseoir son autorité. Rien que du vieux sous le soleil.

Mais l'avenir ? Il n'y en a pas. Le Front national est une organisation paralysée : son créateur veut la garder pour lui et souhaite très banalement

qu'elle périsse avec lui. D'où sa colère contre Bruno Mégret, qui nourrissait deux ambitions intolérables : conquérir l'appareil et nouer une alliance avec la droite classique comme les néo-fascistes italiens. Le seigneur et maître du Front a donc entrepris d'étouffer l'ennemi intérieur, qui n'avait d'autre choix que la mort lente ou le combat prématuré. Les mégrétistes ont donc engagé la lutte au moment choisi par le vieux chef, ce qui les a conduits à l'exclusion administrative et à une scission qui risque de les marginaliser rapidement malgré le ralliement d'un nombre important de cadres et d'élus.

L'hémorragie est forte, mais Jean-Marie Le Pen a d'ores et déjà gagné par rapport à l'objectif qu'il s'est fixé : il a tranché dans le vif, jeté les mutins par dessus bord, et reste seul à la barre. Comme tout autre chef de parti en pareilles circonstances, il bénéficiera de son charisme, et du patriotisme de parti, très fort au Front national qui attire beaucoup de citoyens en quête de chaleur militante. De plus, la campagne pour les élections

européennes sera l'occasion d'un activisme propre à effacer les états d'âme.

Tels sont les atouts du lepénisme. Il est vrai que les mégrétistes peuvent attirer à eux ceux qui ont compris que le Front « historique » était devenu aussi dynamique qu'un menhir sur la lande de Carnac. Mais Bruno Mégret n'est qu'un technocrate froid, entouré d'un groupe d'intellectuels paganisants, adorateurs chtarbés des dieux germaniques et lecteurs folingues d'Aristote. Rien qui puisse séduire le peuple patriote de droite. En outre, les lepénistes ne laisseront aucun répit aux mégrétistes : le chef scissionniste sait d'ailleurs qu'il a beaucoup de souci à se faire à Marseille même puisque c'est Jean-Jacques Susini, un des plus redoutables chefs de l'OAS, qui a été chargé de le contrer.

Le national-populisme va donc tourner en rond, s'affaiblir dans ses guerres intestines, tout en maintenant une grande part de sa puissance électorale. La gauche « morale » n'a donc pas plus de raisons de se réjouir que la droite séguiniste, puisque les motifs de la protestation politique qui s'exprime par le truchement du Front national n'ont pas disparu. Et Lionel Jospin, qui tient compte des rapports de force comme naguère François Mitterrand, peut dormir sur ses deux oreilles : le national-populisme continuera à faire peser son poids de plomb sur la droite classique.

Annette DELRANCK

(1) Faute d'avoir lu le livre de Bertrand Renouvin « *Une tragédie bien française, le Front national contre la nation* »... (Ed. Ramsay, 1997, prix franco : 117 F).

(2) Numéro du 15 décembre 1998.

Philippe de Montjouvent
Le comte de Paris
et sa descendance
État présent de la Maison de France

Format 16x24 - 480 pages - Prix franco 180 F

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Les chiens de l'oncle Sam - p.3 : Non, Le Pen n'est pas mort ! - p.4 : Droits - L'accompagnatrice - p.5 : La guerre du XXI^e siècle - p.6/7 : Entretien avec Henri Guaino - p.8 : Symbole - Les syndicats de la Cité - p.9 : Le malheur du siècle - p.10 : Un sage pour notre temps - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Non à l'hégémonie américaine.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Droits

L'accompagnatrice

Évoquant dans le dernier éditorial de *Royaliste* l'oubli par le mépris gouvernemental de nos principes constitutionnels, j'évoquais le Préambule de la Constitution de 1946, qui fait partie de notre « bloc de constitutionnalité » - c'est-à-dire de l'ensemble des références imprescriptibles qui s'imposent au législateur comme aux gouvernants. Ma citation (« tout être humain qui ne peut travailler [...] a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ») était précédée d'une allusion à la Déclaration de 1789 qui, écrivais-je, *proclame une fraternité qui engage le pouvoir politique*.

Lors d'une réunion à Lyon, un de nos abonnés m'a fait remarquer que la Déclaration ne « proclamait » rien du tout en matière de fraternité, et que ce mot ne figurait même pas dans le texte de 1789.

Je m'empresse de faire part à nos lecteurs de mon erreur. Ma confusion tient au fait que j'avais lu peu avant d'écrire mon article le Préambule de la Constitution de 1848 qui proclame effectivement, dans son article IV, que la République « a pour principe la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ».

On notera cependant que la fraternité figure parmi les valeurs de la France monarchique et révolutionnaire puisque la Constitution de 1791 dispose dans son titre premier (« Dispositions fondamentales garanties par la Constitution ») qu'« il sera établi des fêtes nationales pour conserver le souvenir de la Révolution française, entretenir la fraternité entre les citoyens, et les attacher à la Constitution, à la patrie et aux lois ».

B. RENOUVIN

Nicole Notat est devenue l'incontestable patronne de son syndicat. Mais la stratégie qu'elle a choisie n'est pas nécessairement la bonne : coopérer avec le système libéral au moment où sa violence atteint son intensité maximale peut réserver des surprises.

Vivement contestée voici trois ans, à Montpellier, Nicole Notat a remporté une victoire totale à Lille, le 11 décembre dernier, lorsque la confédération cégétiste a clôturé son 44^e congrès.

Le bilan est en effet impressionnant. La CFDT est sortie de l'isolement où l'avait placée l'alliance entre la CGT et la CGT-FO lors du grand mouvement social de 1995. C'est maintenant Force ouvrière qui agit en solitaire alors que la CGT paraît engagée dans une opération de recentrage qui semble annoncer un rapprochement avec la CFDT. Il est vrai que la confédération réformatrice a le vent en poupe puisqu'elle occupe désormais la première place dans le secteur privé et que le nombre total de ses adhérents est en progression depuis trois ans.

Dès lors, Nicole Notat peut estimer que sa stratégie est efficace : non seulement elle s'est placée sous la bannière d'un « réalisme » qui est fort apprécié par le milieu patronal, mais elle a de plus bénéficié de la victoire de la gauche en 1997 et de l'orientation néo-libérale prise par le gouvernement. Comme la tendance social-chrétienne est prédominante dans le gouvernement Jospin (grâce à Martine Aubry et aux militants

deloristes qui peuplent les cabinets ministériels) les cégétistes sont comme des poissons dans l'eau. Comme leurs compères gouvernementaux, les dirigeants de la CFDT estiment que la mondialisation est inéluctable, que le libéralisme ultra-concurrentiel a gagné et qu'il faut accompagner le mouvement en s'efforçant d'atténuer les effets douloureux du capitalisme sauvage. La loi sur les 35 heures a cette fonction, dont Nicole Notat veut ignorer les effets pervers.

Il reste que les apparences de la lutte syndicale « responsable » ont été sauvées et que les succès politiques, médiatiques et sociaux de la secrétaire générale lui ont permis de réduire à néant son opposition interne. Regroupés dans le courant *Tous ensemble !*, les partisans d'un syndicalisme de contestation ont reconnu leur défaite et renoncé à faire cause commune. Assurée d'une réélection de maréchale (elle a obtenu 77,8 % des voix), Nicole Notat n'a pas eu le moindre geste de générosité : tous les amendements déposés par les contestataires ont été rejetés - même celui qui portait sur la constitution d'une structure confédérale rassemblant les chômeurs et les précaires - et aucun opposant n'a été élu au bureau national.

Dernier signe, non le moins

dre, de cette démarche impériale : la présence d'une délégation de la CGT conduite par Bernard Thibault, futur secrétaire général prédésigné de la confédération. Les médias, qui privilégient Nicole Notat, ont vu dans cette démarche la confirmation du recentrage cégétiste et la patronne de la CFDT s'est vivement félicitée que « la CGT exprime l'intention de s'extraire de la culture du refus systématique et du tout-protestataire » tout en donnant un petit air « de gauche » à son image interne.

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes social-démocrates. Cela dit, la Dame Thatcher du syndicalisme devrait porter son attention sur trois points :

- La CGT a besoin de la CFDT pour entrer à la Confédération européenne des syndicats, mais son tournant réformiste est loin d'être assuré, Bernard Thibault ayant pris soin de déclarer à Lille que la CGT ne cherchait pas à s'aligner sur une autre organisation.

- La stratégie d'accompagnement continue de provoquer de sourdes et fermes oppositions internes, qui ne resteront pas sans conséquences.

- Enfin, le choix d'une cogestion du système ultra-libéral constitue un choix très risqué à l'heure où ce système entre dans une crise qui va décupler la souffrance sociale.

On peut gagner tous ses combats tactiques tout en marchant vers le désastre politique.

Yves LANDEVENNEC

La guerre du XXI^e siècle

Si l'OTAN n'existait pas, faudrait-il aujourd'hui l'inventer ? La réponse risque d'être négative.

Mais la question mérite d'être posée pour alimenter la réflexion engagée à la veille du cinquantenaire de l'Alliance atlantique.

La vision américaine de l'OTAN est démesurée. Depuis l'effondrement de l'URSS, la menace militaire n'est plus identifiée. Le danger est multiforme. Il émane d'États délinquants mais surtout de groupes terroristes, qui se trouvent à l'intérieur des frontières comme à l'extérieur des territoires couverts par le traité de l'Atlantique nord : en Asie centrale notamment et autour de la Méditerranée, deux zones qui sont définies comme « axe proliférant ».

De proche en proche, on en arrive à d'étranges conceptions. Pour preuve, le récent numéro hors série de *Time* consacré aux « visions d'Europe » : ce très sérieux hebdomadaire américain présente une carte d'Europe des « points chauds » où « une OTAN transformée en force de maintien de la paix en Europe » pourrait intervenir. On y recense deux zones de conflit violent qui sont le Kosovo et... la Corse (sic) et treize zones de violence sporadique avec niveaux élevés de tension, parmi lesquelles on trouve la Tchétchénie et le Haut-Karabakh, Chypre et le pays Basque, mais aussi Vitrolles (à cause de la municipalité Front national) et Magdebourg (Allemagne de l'Est) où ont eu lieu des troubles néo-nazis.

La philosophie primaire d'Huntington sur « le choc des civilisations » s'est donc infiltrée dans les cercles de journalistes proches de

l'OTAN. Et la projection en France du film « *Couvre-feu* » sur la menace terroriste islamique en Amérique constitue une autre indication de l'évolution des objectifs : du maintien de la paix, on a glissé au maintien de l'ordre.

Autre sujet de préoccupation : le sommet de Bruxelles d'avril 1999 devrait entériner l'adhésion de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchéquie. Or, sous couvert du « partenariat pour la paix » conclu avec 27 États non-membres de l'Alliance, le commandement américain en Europe a engagé des programmes de coopération extensifs tout autour de la Russie et même au sein de la CEI. Au moment où l'élargissement de l'Union européenne est encore repoussé, la militarisation de l'est-européen s'accélère sans véritable mandat. L'implication américaine directe - indépendamment de l'OTAN - fait justice des schémas qui tiendraient à réserver la sécurité intra-européenne aux seuls Européens, les États-Unis se chargeant de la sécurité extra-européenne. Outre que l'Europe ne peut se désintéresser de cette dernière, l'expérience montre que l'Amérique et les pays candidats n'acceptent pas plus une telle division du travail en Europe. La force d'extraction basée en Macédoine le montre amplement. Alors que Chirac avait fait campagne - en vain - pour la nomination d'un Européen à la tête du commandement de la zone sud à Naples, c'est de ce commandant toujours américain, l'ami-

ral Ellis, que le général français de cette force reçoit ses ordres et les transmet, le tout en américain. Et on veut y voir un exemple de force européenne, sans participation américaine directe, « séparable mais non séparée », bénéficiant de l'appui logistique américain... La Macédoine s'est pourtant inquiétée d'un éventuel remplacement des observateurs américains par les seuls européens, signe d'une protection moindre !

Même si elle agit dans le cadre de l'OTAN, l'acquisition par une force européenne de moyens propres de renseignement (notamment par le biais de l'UEO), est d'autant plus exclue que l'écart avec les moyens développés par les Américains est devenu énorme. La proposition britannique, qui consiste à mettre ces moyens de renseignements au service d'une force européenne autonome est en contradiction avec les accords spéciaux anglo-américains, toujours en vigueur, qui assortissent tout transfert de technologie de firmes américaines vers la Grande-Bretagne d'une clause de non-transfert vers un autre partenaire.

Avec leur maîtrise du renseignement, les Américains peuvent nous désigner l'ennemi de leur choix à l'intérieur de nos propres frontières tout en se réservant de construire autour de l'Union européenne une sorte de mur virtuel.

Tous les éléments de la guerre du XXI^e siècle seront en place pour le cinquantenaire de l'Alliance. Ce ne sera pas notre guerre.

Yves LA MARCK

Bertrand Renouvin
LES BOURGEOIS
DU CRÉPUSCULE



Amateurs de consensus mou et tenants de pensée toute faite, s'abstenir !

Dans ce nouvel essai, aux accents de pamphlet, Bertrand Renouvin décrit et dénonce les Maîtres ou plutôt les petits-maîtres qui ont envahi les allées du pouvoir tant politique que médiatique ou économique.

Loin d'être seulement un constat désabusé, ce livre indique les voies à suivre pour nous débarrasser de leur emprise et reprendre nos pouvoirs.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

☐ commande ex. des « Bourgeois du crépuscule » au prix de 120 F franco.

Réglement à l'ordre de *Royaliste*, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

G

auliste fervent, Henri Guaino fut le proche collaborateur de Philippe Séguin pendant la campagne contre le traité de Maastricht. Il a

ensuite inspiré la campagne présidentielle de Jacques Chirac, qui lui doit son succès auprès de tous les citoyens qui rêvaient d'en finir avec la fracture sociale. Nommé commissaire au Plan, son célèbre rapport sur les chiffres réels du chômage lui a valu d'être brutalement congédié par Lionel Jospin. Critique rigoureux de la « pensée unique », il milite pour une autre politique, fidèle aux principes de la démocratie et au souci de la République.

■ **Royaliste** : On a de plus en plus l'impression que tout change - les majorités, les gouvernements - pour que rien ne change...

Henri Guaino : En effet. Les étiquettes partisans ne permettent pas de trouver l'explication des politiques qui ont été menées en France depuis quinze ans, et qui sont toujours les mêmes par-delà toutes les alternances.

On dit que les Français sont inconstants et incohérents, puisqu'ils renvoient tour à tour les équipes de droite et de gauche. En fait, nos concitoyens font plutôt preuve d'une grande continuité. Ils sanctionnent systématiquement ceux qui détiennent le pouvoir toujours pour la même raison : ils ne veulent pas de la politique qu'on leur impose, ils ne supportent pas les conséquences de cette politique. Accessoirement, ils sanctionnent aussi le mensonge de ceux qui se font élire sur un programme politique et qui font le contraire quand ils gouvernent.

Je me souviens d'une phrase que j'avais écrite à l'intention d'un candidat à la dernière élection présidentielle et qui était restée dans le discours qu'il avait prononcé, à Bagatelle, entre les deux tours : « les Français en ont assez qu'on leur fasse des promesses à la veille des élections et qu'on fasse exactement le contraire le lendemain matin ». Sans commentaires...

Tel est le problème : nous avons une pensée unique et une classe dirigeante unique qui fait toujours la même politique. Quand on vit de l'intérieur les changements de gouvernements, on s'aperçoit que ce sont toujours les mêmes qui sont aux postes de responsabilité. Depuis quinze ans, la gauche a fait la politique déflationniste de Laval (en 1935) et la droite a fait la politique de la gauche qui est revenue pour faire la politique de Laval.

■ **Royaliste** : Les dirigeants successifs du pays invoquent les contraintes, et nous assurent de leur bonne volonté.

Henri Guaino : Il n'y a pas de volonté. François Mitterrand disait qu'on avait « tout essayé » contre le chômage, mais ce n'est pas vrai. Depuis quinze ans, nos hommes politiques n'ont jamais cherché à lutter effectivement contre le chômage.

Vous vous souvenez que M. Juppé m'avait commandé un rapport sur le chômage - non sur ses causes, mais sur les chiffres - afin qu'on se mette enfin d'accord sur les données disponibles. Dès la première réunion préparatoire, le groupe de travail s'est cassé en deux : - d'un côté, il y avait ceux qui estiment que le chômage a depuis vingt ans changé de nature, et qui observent que nous sommes passés d'un chômage ne concernant que des catégories particulièrement

vulnérables à un chômage de masse, situé au cœur d'un processus de désintégration sociale ;

- de l'autre côté, il y avait ceux qui inspirent les politiques menées depuis 15 ans et pour lesquels le chômage n'est pas un problème majeur - l'angoisse collective qui étreint nos concitoyens étant à leurs yeux un phénomène irrationnel. C'est d'ailleurs ce que répète sans arrêt le gouverneur de la Banque de France : la France n'a pas de problème économique, ni de problème social, mais seulement un problème de mental !

Comme le gouverneur de la Banque de France, les milieux dirigeants pensent que tout est affaire de psychologie, que l'important est d'expliquer au peuple qu'il est heureux, qu'il est bien gouverné, et qu'il lui faut comprendre à quel point son bonheur dépend des réformes qu'on va lui imposer. Et si des citoyens protestent, c'est qu'ils ont mal compris et qu'il faut recommencer l'explication. Ceux qui nous dirigent ne se trompent jamais, ils ont toujours raison et quand ils échouent c'est toujours la faute du peuple.

■ **Royaliste** : Beaucoup de Français ont du mal à croire que les milieux dirigeants réduisent à ce point les difficultés et les drames auxquels ils sont confrontés.

Henri Guaino : Et pourtant, c'est vrai. La pensée unique

dominante commence avec cette idée que la France va bien. Tout dépend évidemment d'où l'on regarde la société et comment on la regarde. On m'a expliqué un jour que le chômage et la précarité de l'emploi des jeunes ce n'est pas très grave, car « ça leur apprend la vie ». Le scandale, c'est que ce sont des gens bardés de privilèges qui disent cela, alors qu'ils ne sont jamais allés sur le marché du travail - sauf pour faire des enquêtes statistiques. Ces gens-là m'ont expliqué que ce qu'il y avait d'inadmissible dans mon rapport, c'est qu'il sapait le moral des Français. Ils m'ont dit que la précarité était normale, que c'était la condition de l'adaptation aux réalités de l'économie moderne. Un ancien Premier Ministre ne déclarait-il pas, il y a peu de temps, qu'il valait mieux un emploi précaire que pas d'emploi du tout ? Et Monsieur Minc dit qu'il vaut mieux six millions de personnes employées à temps partiel avec un salaire partiel plutôt que trois millions de chômeurs. Bref, nous n'aurions plus le choix qu'entre la peste et le choléra.

■ **Royaliste** : Comment expliquez-vous cette attitude ?

Henri Guaino : Par une défaillance morale. Pour l'élite la désintégration sociale n'est pas un problème et le principe d'égalité est un principe démodé. Il faut bien comprendre : derrière la politique de la

pensée unique il y a une idéologie. La pensée unique est une pensée antirépublicaine, je veux dire une pensée qui rejette les valeurs de la République.

Très concrètement, une partie de l'élite dirigeante ne veut plus du modèle républicain : elle veut tirer son épingle du jeu, elle refuse désormais de partager, elle veut échapper à la cohésion sociale - et même en finir avec la nation. C'est-à-dire avec la solidarité et avec la citoyenneté. Cette élite ne veut plus avoir de comptes à rendre au peuple, mais elle rejette la souveraineté nationale et la souveraineté populaire parce qu'à ses yeux le peuple, ignorant et impulsif, doit être tenu à l'écart des affaires publiques. Cette élite trouve qu'il y a trop d'État dans la République. Elle parle d'un « État recentré sur ses missions régaliennes » pour masquer son dessein : le grand retour des féodalités - locales, administratives, européennes - à rebours de notre histoire : le fil directeur de notre histoire politique, c'est l'alliance du peuple et de l'État contre les féodalités, depuis les Capétiens jusqu'à la République.

■ **Royaliste** : Suggérez-vous que l'histoire recommence ?

Henri Guaino : Pas tout à fait. Il y a quelque chose d'inédit dans ce qui se passe actuellement.

Pour la première fois dans

notre histoire, ceux qui veulent faire le jeu des privilégiés contre l'État et contre le peuple sont aussi dans l'État : ceux qui ont en charge l'autorité et la continuité de l'État sont les premiers adversaires de l'État. On voit des serveurs de l'État se créer des fiefs inexpugnables, dans des établissements publics ou dans des « autorités administratives indépendantes » - comme si une autorité administrative pouvait être indépendante du pouvoir politique.

Derrière, il y a la volonté de faire exploser les institutions qui exprimaient jusqu'à présent la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Le deuxième front est social : il s'agit de casser le socle sociologique et politique de la République, je veux parler de l'alliance entre les classes moyennes et les classes populaires. Cette alliance ne remonte ni au Front populaire, comme le croit la gauche, ni à la Révolution de 1789 : elle s'est nouée dès l'origine de notre nation et s'est toujours affirmée contre les féodalités, selon une idée de l'égalité qui s'est précisée de siècle en siècle. Or on théorise aujourd'hui sur l'inégalité, et la classe dirigeante a remplacé le principe d'égalité par la référence à l'équité et à la « discrimination positive ».

■ **Royaliste** : Quelles sont les conséquences de cette théorie anti-égalitaire ?

Henri Guaino : Rejeter le principe d'égalité c'est aller vers la citoyenneté à géométrie variable, la « citoyenneté flexible » comme dit Alain Minc, sorte de corollaire de la flexibilité du travail. Au bout il y a les tribus et les communautés, l'apartheid économique, social, culturel... Concrètement cela donne la politique des statuts dérogatoires et des zonages, dont les zones d'éducation prioritaire, créées au début des années quatre-vingt, nous donnent un exemple très parlant.

■ **Royaliste** : On a dit que ces zones représentaient un détournement vers l'égalité...

Henri Guaino : Ce n'est pas vrai. Cette politique ne permet pas de corriger les inégalités, elle sert à rendre supportables des inégalités que par ailleurs on se refuse à corriger. Ce n'est pas ça, la République. La République, cela consiste à mettre partout où il le faut les moyens qu'il faut pour que chacun puisse accéder à la même éducation : c'est donc tout le contraire des réformes préconisées par Claude Allègre, car la déconcentration qu'il annonce signifie que chaque établissement va se spécialiser dans des populations particulières - les riches, les handicapés sociaux, etc. Et ce n'est là qu'une des dimensions de ce qu'on nous prépare : l'apartheid social, le chacun chez soi, alors que la République c'est l'égalité devant la loi, devant le service public, devant l'impôt, devant l'école... La République, c'est l'égalité dans les conditions d'exercice de la citoyenneté, le contraire de cette politique qui

ne veut pas combattre le chômage et l'exclusion, mais seulement les rendre supportables.

Apartheid économique et social, mais aussi culturel : au fractionnement du territoire, s'ajoute le fractionnement de l'imaginaire collectif et, par conséquent, du projet collectif. Mais cela ne gêne pas les possédants : nous avons connu en 1993 la première année de récession depuis cinquante ans, qui fut aussi l'année record pour la rémunération du capital. A court terme, la France du rationnement, de la déflation, de l'étranglement monétaire, de la restriction budgétaire, est profitable pour certains... La pensée unique prétend qu'elle est moderne, qu'elle prépare l'entrée dans le XXI^e siècle et que pour être en accord avec notre temps il nous faut tirer un trait sur une certaine idée de l'État, de la Nation et de la République. Mais c'est tout de même extravagant de parler de modernité à propos d'un modèle politique qui avec les féodalités nous renvoie au moyen âge et d'une philosophie sociale - le darwinisme social - qui est celle du XIX^e siècle. La vérité est que la pensée unique est une pensée profondément réactionnaire qui prend l'Europe, la mondialisation et internet comme alibi de ses renoncements. La pensée unique est une imposture.

Propos recueillis par B. La Richardais

Henri Guaino
L'étrange
renoncement

prix franco : 100 F.



Pensée unique

Non à l'imposture !

Symbole

Pour le sens commun, le symbole c'est moins que rien : une mesure symbolique est réputée sans portée effective. Dès lors, beaucoup estiment qu'un pouvoir symbolique ne représente pas grand-chose.

Pour nous autres royalistes, c'est tout le contraire : c'est le propre du pouvoir que d'être symbolique, la monarchie est une institution symbolique parce qu'elle rend possible, plus que d'autres, l'unité, et la politique en tant que telle est par définition symbolique. Par conséquent, le symbolique est la réalité même, dans la mesure où l'acte symbolique est celui qui institue le lien social et le fait perdurer.

Les royalistes ne sont pas seuls à penser ainsi et les philosophes et les anthropologues partagent cette même conception du symbolique.

Preuve en est le très remarquable numéro que le M.A.U.S.S. vient de publier (1). Ceci de façon très opportune puisque c'est Marcel Mauss qui donna en 1924 la définition moderne de ce concept qui a éclairé les travaux d'anthropologues et d'historiens éminents.

Parmi les nombreuses contributions publiées, il faut tout particulièrement signaler celle de Lucien Scubla, qui discute Lévi-Strauss selon la perspective de René Girard, et celle d'Alain Caillé sur le don et le symbolisme. Le numéro est à offrir à tous ceux qui font profession de réalisme - afin que le réel ne leur échappe plus tout à fait...

Jacques BLANGY

(1) « Plus réel que le réel, le symbolisme » - Revue du MAUSS semestrielle, no 12, 2^e semestre 1998 - La Découverte/M.A.U.S.S. - prix franco : 198 F.

Les syndicats de la Cité

Même s'il est dommage que l'auteur s'y montre parfois trop militant, *Le désir de société* est un livre stimulant, construit et synthétique qui vient combler un vide.

D'Emmaüs aux sans-aprêts, Jean-Marc Salmon retrace la vie des grandes associations qui ont marqué la vie sociale et politique française de ces vingt dernières années. Des constances s'en dégagent. Partant chacune d'une volonté de lutter contre une des formes de l'exclusion sociale (racisme, chômage, logement, Sida...), ces associations ont développé des démarches semblables sur plusieurs points. Dans un premier temps, dénonçant la crise sociale et ses effets, elles appellent toutes les pouvoirs publics à prendre leurs responsabilités. Dans un second temps, prenant acte de l'impuissance ou du refus de ces pouvoirs publics, elles proposent de s'engager auprès de l'État dans une forme de cogestion des problèmes sociaux.

Il faut remonter au début des années quatre-vingt pour voir s'imposer cette logique, lorsque des associations, jusque-là cantonnées au rôle de palliatif caritatif de la crise, en marge des politiques publiques, sont devenues des « mouvements », investissant le débat public, et se sont transformées en « médias-associations », participant à la structuration du débat public et politique en imposant les idées, le vocabulaire et les enjeux autour desquels le discours de tous devait s'organiser. La « nouvelle pauvreté », les « beurs », le « sida » ont ainsi été reconnus avec les Restos du cœur, SOS-Racisme ou Act-up. L'impuissance publique face à la ques-

tion sociale et l'absence d'engagement des intellectuels sur ce terrain ont favorisé cette mise en avant du discours associatif, seul discours prenant la question des exclusions à bras le corps. Ce gain en pouvoir d'influence est rapidement devenu considérable, allant jusqu'à engager le politique dans la reconnaissance officielle de ce nouveau mouvement associatif. En 1986, la « loi Coluche » donnant droit à des exonérations d'impôts sur les dons aux associations est très significative de cette évolution. De même que la part prise par ATD-Quart Monde dans la création du RMI en 1988.

Fort de ces réussites, le mouvement associatif a opéré au cours des années 1980 ce que l'on peut appeler une structuration stratégique du champ caritatif, reposant sur une méthode d'action en plusieurs phases : la circonscription d'un problème social (1), la construction d'un discours visant à faire reconnaître ce problème (2), la médiatisation du discours (3), la poursuite d'actions locales (4), l'appel au politique (5), l'engagement d'un débat public (6), l'appel à la promulgation législative d'un cadre d'intervention publique (7), la proposition d'une solution reposant sur un partenariat entre l'État et l'association, dans lequel l'association prend en charge l'application et le suivi sur le terrain des mesures prises par les pouvoirs publics (8). Faut-il voir dans cette structuration, l'émergence d'une société contre l'État, entendant systématiquement prendre les pou-

voirs publics en défaut afin d'y substituer lentement une société associative totale ? Jean-Marc Salmon préfère parler de « nouveaux citoyens » dont la préoccupation n'est pas de changer la société à la manière de l'extrême-gauche des années soixante-dix, mais plutôt de gérer « l'urgence » en l'attente de nouveaux équilibres sociaux et politiques. « L'urgence » est un mot-clé de la compréhension de ce nouveau mouvement associatif, qui se réclame avant tout d'une morale civique et républicaine imposant à chacun de se montrer sensible aux victimes quotidiennes de toutes les formes d'exclusion sociale, et qui s'applique à défendre la République en tant que projet de société plus qu'en tant que système institutionnel.

En oeuvrant chacune dans leur domaine, ces associations concourent ainsi à constituer un mouvement associatif s'attaquant à une reformulation de la question sociale dans son ensemble tout en restant respectueuses de l'autorité publique. Une reformulation qui, les intellectuels ayant déserté, s'appuie sur une expérience et des actions au plus près du terrain. Une reformulation qui régénère la question de la citoyenneté républicaine et dont le politique se trouve contraint de se saisir, comme en témoigne le thème de la « fracture sociale » dans la campagne de 1995.

Le message associatif est ainsi clair : les citoyens assument leurs devoirs de solidarité, alors que l'État républicain soit un État républicain !

Alexandre RENAUD

Jean-Marc Salmon - « Le désir de société - Des restaurants du cœur au mouvement des chômeurs » - La Découverte - prix franco : 146 F.

Le malheur du siècle

La conscience morale de notre temps, et notamment celle des jeunes générations, est dominée par le scandale absolu de la Shoah. Le phénomène a pris une telle ampleur, il s'affirme avec une telle insistance que certains ont pu parler « d'hypermnésie », non sans souligner le risque d'effets pervers. Le moindre n'est pas le phénomène de transgression observé chez les adolescents par les psychologues qui constatent que l'innommable peut être perçu comme signe de puissance de l'individu au delà du bien et du mal. Mais l'oubli serait d'évidence plus pathogène. Le siècle qui s'achève ne saurait être libéré de son poids d'horreur et la nécessaire mémoire des forfaits accomplis ne saurait échapper à la réflexion exigeante, celle qui arme la conscience contre le vertige de la confusion. Dans un petit livre « sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah » Alain Besançon aide efficacement à cette réflexion, en invitant à une mise en ordre de la mémoire.

On a bien noté que dès le titre même « l'unicité de la Shoah » était soulignée. Si grands qu'aient été les crimes commis sous Staline, Pol Pot et quelques autres, le caractère unique d'Auschwitz ne saurait être mis en doute. Encore faut-il le comprendre pour ce qu'il est. Souligner les caractéristiques purement techniques de l'extermination est insuffisant. Arrive un moment où la pensée se concentre sur le mal comme scandale, comme impensable. On se tourne vers le ciel pour stigmatiser son indifférence, parfois l'accuser d'être vide, ou le supplier du fond de son désespoir. C'est bien dans cette dimension métaphysique de la protestation numaine que s'affirme ce qu'il y a d'unique dans l'extermination du peuple juif, car le statut théologique de l'Alliance est à l'origine de son existence. On peut certes alléguer que nombre de juifs qui s'étaient intégrés dans l'Europe des Lumières s'étaient déjudaïsés. Cependant écrit Besançon : « C'est justement la portion du peuple qui croyait à ces promesses avec le plus de ferveur - les communautés pieuses de l'Europe centrale et orientale - qui a subi le principal de la catastrophe ». La réflexion purement théologique sur la Shoah est forcément du côté des juifs religieux. Si elle est très loin d'aboutir à des conclusions unanimes, c'est par elle qu'on entrevoit ce caractère unique.

Certes, on peut récuser une telle approche. On peut aussi faire entrer le religieux dans la culture comme simple catégorie, comme le fait François Furet lorsqu'il écrit à Ernst Nolte que tuer le judaïsme c'était tuer une des sources de la civilisation européenne. Est-on sûr, alors, de ne pas méconnaître ce qu'il y a de certes de plus mystérieux mais aussi de plus éclairant au cœur même de la noire question du mal ? C'est la conviction de Besançon, qui pense même que c'est de la réflexion proprement chrétienne sur la Shoah que peut surgir le mieux son unicité.

On connaît toute la polémique récurrente sur l'attitude du pape Pie XII pendant la seconde guerre mondiale. Cette

polémique est souvent injuste et caricaturale à l'égard de l'homme qui a probablement arraché le plus de victimes à la machine exterminatrice, même si on peut débattre encore d'un silence - d'ailleurs relatif - inspiré par la crainte d'aggraver la persécution au lieu de l'arrêter. Mais Besançon s'interroge de façon pertinente sur un autre aspect de cette attitude, qui est religieux. « L'action de l'Église en faveur des Juifs montrait par son style qu'elle les regardait comme des victimes auxquelles elle devait porter secours en vertu d'un devoir général d'humanité et de charité. Elle se sentait aussi étrangère à eux qu'eux à elle, et elle acceptait cette symétrie. Elle ne considérait pas que le nazisme, en attaquant le peuple juif, attaquait de ce fait le christianisme dans sa racine toujours vivante ; qu'en attaquant aussi l'Église, il ne s'agissait pas de deux crimes différents, de deux sacrilèges, mais d'un seul, le même ». Il faudra toute l'horreur de l'extermination pour que les chrétiens s'engagent dans un retour à la doctrine paulinienne du judaïsme et redécouvrent qu'ils demeurent greffés sur la souche abrahamique. Jean-Paul II était le témoin du chemin accompli depuis plusieurs décennies, lorsqu'il déclarait à ses hôtes de la synagogue de Rome : « Vous êtes nos frères aînés ».

par Gérard Leclerc



Si l'Église catholique avait pu affronter ce nazisme avec la pleine conscience de sa parenté religieuse avec Israël, elle aurait compris que la persécution du peuple juif avait un rapport direct avec sa vocation. Elle n'aurait pas accepté que la question juive soit posée comme le résultat d'une incompatibilité à coexister, ce qui revenait de facto à accepter les clivages raciaux imposés par les nazis, même si on les récusait au nom des principes chrétiens. Au total : « L'Église est moins gravement comptable des péchés de ses membres que de l'enseignement qu'elle leur a donné et qui ne les a pas suffisamment mis en garde contre les sollicitations malignes des circonstances historiques ». De là, ce chemin prodigieux accompli vers la reconnaissance de la réalité juive comme fondatrice du christianisme avec des conséquences encore inaperçues. L'auteur invoque un possible « événement théologique » aussi important que Nicée et Chalcédoine.

Cette révolution interne du christianisme aboutit à un regard nouveau sur la Shoah qui se rapporte à la qualité unique de la victime rapportée à la figure du serviteur souffrant dans Isaïe. Il ne s'agit plus seulement d'un immense massacre réalisé avec les moyens d'une technique industrielle. Le massacre porte un signe qui est celui de la haine du peuple de l'Élection, authentifié désormais par l'attestation du christianisme.

Reste l'autre question du livre de Besançon. Pourquoi l'oubli des responsabilités du communisme alors que nous sommes dans l'hypermnésie de la Shoah ? Le Monde en quelques années offre 480 occurrences au nazisme contre 7 au stalinisme, 105 à Auschwitz contre deux à la Kolyma et zéro à la famine en Ukraine. Il y a là une énigme que Besançon s'efforce d'élucider avec des arguments forts : « Rien n'est si problématique, après la dissolution d'un régime totalitaire, que la reconstitution dans le peuple d'une conscience morale et d'une capacité intellectuelle normales ». Le témoignage aujourd'hui universellement reconnu de Primo Levi, refusé par les grands éditeurs, fut publié à 2500 exemplaires par une petite maison d'édition qui fit faillite. Il fallut dix ans de plus pour que le livre soit consacré. Peut-être en sommes-nous au début d'une maturation qui nous permettra de reconnaître aussi le malheur du siècle dans d'autres crimes contre l'humanité.

Alain Besançon - « Le malheur du siècle, sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah » - Fayard - prix franco : 112 F.

Un sage pour notre temps

Au travers d'une correspondance monumentale, le père Lallement se révèle un témoin et un acteur dans la vie intellectuelle française pendant plus d'un demi-siècle.

Le chanoine Daniel Lallement, né en 1892, mort en 1977, fut professeur de sociologie et de théologie, pendant plus de quarante ans à l'Institut catholique de Paris et ne publia presque rien de son vivant. Il fut pourtant l'un des rénovateurs du courant thomiste dans l'Eglise et dans l'Université. Son influence provenait bien entendu de ses cours et nombreuses conférences, des retraites qu'il prêcha et de ses homélies, mais aussi d'une assiduité qui nous paraît aujourd'hui invraisemblable dans son courrier. Jamais, semble-t-il, le père Lallement n'abordait une question quelconque avec un interlocuteur, fut-elle insignifiante comme de repeindre le plafond d'une cuisine, ou prodigieusement ardue en philosophie, théologie, voire mathématique, sans rédiger une note ou une lettre explicative largement détaillée et argumentée. Il avait de plus l'habitude de garder un double de chacune de ses correspondances. Et comme il fut, entre

autres choses, un directeur de conscience très recherché par de nombreux intellectuels de valeur, ces correspondances sont un témoignage passionnant sur la vie intellectuelle et spirituelle d'une certaine élite catholique de l'entre-deux-guerres et de notre après-guerre.

Deux de ses anciens étudiants viennent de réaliser le prodige éditorial de donner en - « seulement » est-on tenté de dire - trois volumes d'environ 500 pages chacun, une sorte de condensé de la vie intellectuelle et spirituelle du père Lallement au travers de lettres, résumés de cours, témoignages. C'est une réussite et, qui plus est, un bel objet de bibliophilie (1).

Les royalistes pourront s'attarder sur un assez bref, mais très éclairant, chapitre sur la condamnation de l'Action française par Rome en 1927. Dans les années précédentes, le père Lallement était devenu le père spirituel de nombreux jeunes catholiques maurras-

siens. La condamnation de l'A.F. fut pour lui un véritable tremblement de terre. Fidèle à Rome avant tout, il participa aussitôt aux offensives de Jacques Maritain pour justifier la sévérité de Pie XI. Cependant, il aurait voulu que le Pape publiât une encyclique qui aurait clarifié la situation. Rome s'en garda bien. Car le souci du Pape était alors plutôt diplomatique. Surestimant l'influence de l'Action française sur la politique française, il voyait dans le « nationalisme intégral » un ferment revanchard contre l'Allemagne et donc un facteur de guerre. La suite des événements montra combien cette vision pacifiste des choses était erronée. Surtout quand en 1938 l'Action française se rangea du côté des Munichois face au chantage hitlérien. Rome souhaita alors l'apaisement. Celui-ci fut venu plus rapidement si Maurras et ses amis avaient accepté de courber un peu plus vite l'échine. Mais ils n'étaient sans doute pas aussi machiavéliques que le prétendaient alors certains catholiques, ou alors pas assez intelligents, pour accepter une telle reculade tactique. Rome alors se rendit compte de sa méprise et leva la condamnation de l'A.F. en 1939. Mais celle-ci avait fait perdre au mouvement monarchiste une part importante de son public et, probablement aussi, ses plus belles consciences. Le père Lallement resta jusqu'à sa mort opposé à l'A.F. tout en

regrettant que cette querelle n'ait été définitivement tranchée sur le fond par le Magistère et la publication d'une encyclique.

On mesure également ce que l'Eglise elle-même perdit à cette condamnation très mal justifiée intellectuellement. Le pauvre père Lallement voulut donner un peu plus de finesse aux accusations romaines. En 1971, il y réfléchissait encore, disant des choses assez justes sur l'incompréhension foncière de Maurras vis-à-vis de la religion catholique. Mais, en 1927, dans une des premières lettres qu'il écrivit à un de ses fils spirituels, ne croyait-il pas avoir trouvé des preuves définitives de l'aveuglement de Maurras et de Daudet dans le fait que l'un appréciait Anatole France et le second se faisait l'apologiste de Marcel Proust ? Obliger un aussi haut esprit à se contenter de si piètres arguments ! On disait, dans les années 30, que le maurrassisme, par son « politique d'abord », détournait les jeunes chrétiens d'un engagement spirituel. Ce n'était là encore qu'une apparence surévaluée (les camelots, « petits mufles réalistes », étant peut-être les plus voyants). L'analyse sociologique - dont le père Lallement était un éminent théoricien - des milieux d'A.F., prouverait le contraire. Mais en détournant de la politique un certain nombre de catholiques, la condamnation non expliquée de l'A.F. ne fit rien pour éclairer les consciences. Les conséquences néfastes de cette affaire furent nombreuses.

Cependant, en choisissant l'obéissance à Rome, le père Lallement choisit la meilleure part, puisque les fruits spirituels de son ministère furent prodigieux. L'exceptionnelle et entraînante richesse de cet ouvrage le montre amplement.

François GENEST

Georges Maurel et Yves Huet de Baroche - « Un sage pour notre temps : Daniel-Joseph Lallement » - Editions Téqui, plus de 1 600 pages avec index et annexes, en trois volumes, couverture cartonnée sous emboîtement - prix franco : 520 F.

Session de formation de politique appliquée

La prochaine session aura lieu à Angers les 30 et 31 janvier prochains. Le thème général en sera : La planification. Nous aurons comme invité Henri Guaino, ex-commissaire au Plan.

Rappelons que ces sessions sont des rendez-vous de formation indispensables. Tous les thèmes traités constituent les bases de la culture politique, de l'engagement et de l'exercice des responsabilités dans le champ civique, social, syndical ou politique. Moment d'échange enrichissant non seulement entre adhérents de la NAR mais avec d'autres militants, non royalistes elles permettent de relier les expériences, les luttes et aussi la réflexion.

Inscriptions et renseignements auprès de Nicolas Lucas, 13 square Jean-Baptiste Clément - 49000 Angers (tél. : 02.41.48.95.03). Joindre un acompte de 100 F en même temps que l'inscription.

ILE-DE-FRANCE

Le prochain rendez-vous est le samedi 9 janvier à 16 h dans les locaux pour la réunion mensuelle des militants de la Fédé. Sympathisants et nouveaux lecteurs sont cordialement invités à venir prendre contact à cette occasion.

Idéfix, le bulletin mensuel, qui avait souffert des problèmes de surcharge du siège, reprendra sa parution normale avec le numéro de janvier.

COMTE DE PARIS

Sur simple demande de votre part, nous vous enverrons le texte complet de l'entretien (*La France retrouvera sa liberté en se révoltant*) donné par le comte de Paris au *Figaro* le 4 juillet dernier ainsi que celui de son appel « *Ne renoncez pas à la France* » paru dans le *Figaro* du 21 avril.

Merci de joindre quelques timbres pour couvrir les frais.

INTERNET

Depuis plusieurs mois, à titre expérimental, nous avons ouvert un site Internet pour *Royaliste*. L'expérience étant concluante ce site va devenir réellement opérationnel et l'on pourra y trouver les éditoriaux de Bertrand Renouvin, la rubrique *Idées* de Gérard Leclerc et une sélection de quelques articles du journal. Un texte de présentation expliquera ce qu'est la NAR et les gens pourront laisser leur adresse pour recevoir une documentation.

Son adresse : <http://www.mygale.org/10/francisc/royaliste/>

Lecteurs internautes, n'hésitez pas à vous connecter et à nous faire part de vos suggestions. Merci aussi de nous signaler tous les sites à caractère royaliste (en particulier ceux concernant les pays étrangers) ainsi que ceux des autres formations politiques.

Nous disposons également d'une adresse pour le courrier électronique : nouacroyal@aol.com

La rédaction présente tous ses vœux aux lecteurs et abonnés de *Royaliste* ainsi qu'à Mgr le comte de Paris et à tous les membres de la Famille de France.

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

d'années au centre de l'actualité : SOS Racisme, Act-Up, le Droit au logement, les mouvements de chômeurs... « Que veut, que peut le mouvement associatif ? » Mène-t-il seulement des guérillas locales et sectorielles, ou permettra-t-il de régénérer le politique ?

● Mercredi 20 janvier : Poursuivant sa recherche sur la démocratie moderne, Pierre ROSANVALLON s'est interrogé dans un ouvrage récent sur le peuple lui-même. Peuple fondateur, peuple souverain, ce peuple citoyen que nous regardons depuis la Révolution française comme l'agent décisif de l'histoire est pourtant difficile à saisir dans ses modes d'expression et dans sa représentation. « Le peuple introuvable ? » Sur cette question essentielle nous reprendrons avec notre invité un débat qui s'est noué voici bien des années.

● Mercredi 27 janvier : Qui était Jean Moulin ? On a accusé le président du Conseil national de la Résistance d'avoir été un agent soviétique et on a récemment prétendu qu'il s'était rallié aux Américains. Querelles d'historiens, mais aussi règlements de comptes politiques qui ont commencé pendant la Résistance. Auteur d'enquêtes magistrales, Pierre PÉAN a effectué des recherches approfondies sur cette histoire de fidélité et de trahison. « Vies et morts de Jean Moulin » : celles d'un serviteur de l'État, d'un homme à tous égards passionné - d'un résistant exemplaire.

● Mercredi 13 janvier : Sociologue de son métier, Jean-Marc SALMON participe depuis des années aux mouvements de lutte contre les exclusions. A partir de sa propre expérience, il a mené une longue enquête sur le mouvement associatif et sur les associations qui sont ou ont été depuis une quinzaine

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Non à l'hégémonie américaine

L'attaque menée par les États-Unis et leurs alliés britanniques contre l'Irak doit être à tous égards condamnée. Elle frappe un pays vaincu en 1991 et placé sous un contrôle méticuleux. Elle atteint un peuple meurtri par la dictature, les guerres et l'embargo. Elle a été décidée par le président Clinton, au vu du rapport mensonger du directeur de l'Unscm, et s'est accomplie sans mandat des Nations Unies. Elle s'explique, ce qui est abominable, par le cynisme d'un chef d'État aux abois, qui tente de retarder par une guerre la procédure de destitution qui est engagée contre lui.

Objectif manqué. C'est aujourd'hui un président inculpé par la Chambre des Représentants et menacé de destitution pour obstruction à la justice et parjure, qui porte la responsabilité de ce qu'on appelle pudiquement des « frappes aériennes » et qui constituent des actes injustifiés d'une guerre typiquement impérialiste. Jamais les États-Unis n'avaient donné une image aussi atrocement caricaturale de leurs contradictions, de leur volonté de puissance et de leur total mépris du reste du monde. Jamais les patriotes que nous sommes n'ont eu autant de raisons de dénoncer leur politique hégémonique (1). Jamais la France n'a eu autant de raisons de s'opposer aux manœuvres et aux agressions multiformes de ceux qui se prennent pour les maîtres du monde.

Alors que la résistance aux visées impériales est dans l'intérêt et dans la vocation de la

France, les dirigeants de notre pays ont, comme d'habitude, un comportement timoré. Ils désapprouvent l'agression contre l'Irak, mais ne la condamnent pas. Ils font porter la responsabilité première de la guerre sur Saddam Hussein, mais se tiennent à l'écart des opérations. Ils jugent que les frappes aériennes étaient « inévitables », sans être pour autant « nécessaires » pour reprendre les mots de Lionel Jospin qui évoquent irrésisti-



blement le fameux balancement circonspect des exposés de l'ENA.

Si les autorités françaises ont choisi de finasser c'est que, comme dans le domaine économique et financier, elles tiennent l'hégémonie américaine pour un fait accompli, dont la France devrait s'accommoder afin de conserver un minimum d'influence sur les affaires internationales. Calcul médiocre, qui sera sans effets : on n'exerce pas une influence sans affirmer sa propre puissance, et le *finassieren* conduit à être méprisés par l'ensemble des protagonistes. Les États-Unis reprocheront aux Français de ne pas les avoir

suivis comme leurs valets d'armes anglais, et les pays victimes de l'impérialisme américain relèveront, une fois de plus, nos complaisances et nos molleses.

La France, qui dispose de l'arme nucléaire, est-elle si faible ? La France, membre du Conseil de sécurité, est-elle dépourvue de moyens ? La France qui est toujours une grande puissance mondiale, par les amitiés nouées au cours de l'histoire, par sa culture, ses techniques, son économie, doit-elle se concevoir comme une province de l'empire, affichant des divergences mineures, des « exceptions » sympathiques et d'émouvants états d'âme ? Notre impuissance sur la scène mondiale vient de la résignation de nos dirigeants, d'un parti pris « réaliste » et « modeste » qui masque leur horreur du gaullisme et leur détachement de la nation.

Une autre politique est possible. Il ne faut pas hésiter à désigner les États-Unis comme l'adversaire principal de la nation française et de tous les peuples épris de liberté, de tous les hommes exposés aux agressions des forces armées et du capitalisme américain. Il ne faut pas hésiter à prendre l'initiative d'une alliance entre les États qui, sur tous les continents, refusent la domination américaine. Il ne faut pas hésiter à dire clairement que les États-Unis sont un pays raciste, dans lequel la dignité de millions d'êtres humains est bafouée. Il ne faut pas hésiter à exploiter leurs contradictions et faiblesses internes pour hâter la chute de l'empire américain et frapper au cœur le système ultra-libéral qui provoque la ruine des nations et répand la misère dans le monde.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. la motion « Combattre l'hégémonie américaine » votée lors de notre dernier congrès et publiée dans notre numéro 704.